

La Tribune libre n'a pas pour objet d'engager un débat entre les groupes politiques constituant le conseil municipal. Il s'agit d'une tribune de libre expression.

■ GROUPE « DAMMARIE MA VILLE »

Bis repetita,

En mars dernier, nous avons découvert la Covid-19 et nous sommes alors entrés dans une période inédite, incertaine, qui apporte au quotidien son lot de questions, de règles ayant pour but de limiter la pandémie.

Depuis lors, nous avons tout entendu, tout et son contraire. Nous avons assisté à la mise en place de mesures, et de contre-mesures au fil des jours, parfois dans une incohérence et une incompréhension totales.

Ce fut tout d'abord la position sur les masques, dit inutiles qui devinrent conseillés avant de devenir obligatoires dans les transports en commun, puis dans certaines rues, à certains horaires avant de l'être sur l'ensemble de l'espace public et dans les lieux clos, écoles y compris, soit quasi en permanence.

Ensuite les travaux du professeur Raoult, qui valurent toute l'attention du président de la République, venu en personne à Marseille, avant de se raviser sur la chloroquine.

Pendant la période de déconfinement, là encore les règles changeaient en permanence, sans plus de clarté.

Le second confinement, en version plus allégée, a introduit une notion nouvelle : les activités essentielles et celles qui ne le sont pas... Ou chacun se retrouve positionné avec un critère d'importance plus ou moins variable.

Aujourd'hui nous vivons avec un couvre-feu généralisé, après une mise en œuvre partielle sur le territoire.

Après ces changements incessants et anxio-gènes, la vaccination apparaissait comme une lueur, l'espoir de retrouver notre vie d'avant, celle

où l'on pouvait embrasser nos proches, voir nos amis, aller au restaurant, assister à un spectacle. Pour cela, un objectif à atteindre : vacciner le plus possible. Dans cette course mondiale et effrénée, chaque pays redouble d'efforts pour protéger sa population.

À la mi-janvier, Israël a déjà vacciné plus de 2 millions d'habitants, le Royaume-Uni près de 4 millions, l'Allemagne plus d'1 million, quand la France peine à dépasser les 400 000 vaccinés, malgré les injonctions du président de la République à aller plus vite !

Une fois encore, notre pays témoigne de son incapacité à agir rapidement, de la force de la bureaucratie et de la propulsion de notre gouvernement à ne pas écouter ceux qui sont au plus proche du terrain, et qui peuvent apporter des solutions pragmatiques et efficaces.

■ GROUPE « UN NOUVEAU SOUFFLE POUR DAMMARIE »

La démocratie participative à DLL

UN NOUVEAU SOUFFLE SUR LYS MAG

La publication des délibérations du conseil municipal, les infos sur le conseil des enfants et la vie locale sont appréciables (oui nous pouvons le reconnaître). Nous portons des propositions qui ne sont ni de la critique ni des commentaires faciles exprimant le désir d'élus de participer activement à la circulation de l'information dans les deux sens.

PARTICIPER : ÊTRE INFORMÉ

L'information des habitants est essentielle par tous les moyens. Nous proposons d'introduire plusieurs rubriques dans le *Lys Mag* : les délibérations accompagnées des débats et réactions d'habitants ; le travail des commissions (cadre de vie, qualité de vie, finance, accessibilité, conseil d'enfants) ; une boîte à idées numérique pour recueillir les avis et les critiques des Dammariens.

PARTICIPER : ÊTRE CONSULTÉ

Nous proposerons : la rédaction d'une Charte de participation citoyenne définissant les moyens, les finalités et les engagements en matière de projets participatifs ; un espace consacré aux associations et aux habitants pour mieux connaître leurs actions et leurs demandes ; la consultation régulière des habitants, ce qui constitue une aide à la décision sur les projets majeurs à venir. Cela évitera des réalisations non désirées par les habitants.

PARTICIPER : CONCERTER-CO-CONSTRUIRE

La concertation en amont suppose le dialogue continu entre différents acteurs pour co-construire une décision consensuelle. Le maire doit s'engager dans cette voie. C'est l'occasion de transmettre cette démarche citoyenne aux enfants, aux jeunes et à ceux qui en sont exclus. C'est l'unique moyen de cultiver le goût à la vie locale : des projets avec vous et pour vous car

rien n'est décidé d'avance, Rappelez-vous le marché du centre-ville.

PARTICIPER : S'IMPLIQUER

Pour interpeller les élus, il faut les connaître. Nous proposons : une présentation du travail des élus et de leurs missions dans *Lys Mag* pour favoriser le dialogue citoyens-services-élus ; un appel à l'expérience des habitants (recueillir leurs demandes, prendre en compte leurs préoccupations) ; la relance du conseil citoyen et du fond de participation des habitants ; Récompenser tout porteur de projet à hauteur de 1 000 € ; l'organisation d'une journée citoyenne annuelle (tables rondes, expos commentées des projets, valorisation des initiatives).

DÉCIDER : PAS SANS VOUS

Chaque liste a proposé un programme citoyen. Soyons audacieux ! Allons jusqu'au bout. Et si on en parlait !

■ GROUPE « DAMMARIE CITOYENNE »

Mais que se passe-t-il dans les services de la Ville ?

Un courrier du maire adressé aux agents de la Ville annonce un audit réalisé par un cabinet de consultants sur l'organisation et le fonctionnement des services municipaux. Le maire nous avait annoncé lors du conseil d'octobre la mise en place d'une nouvelle méthode de travail qui doit permettre de clarifier les relations entre les élus et les services. Cela faisait suite à notre interpellation sur le malaise que connaissent des agents de la Ville, lié à des incompréhensions, des sentiments d'injustice ou un manque de reconnaissance. La crise sanitaire, la mise en place tardive de la majorité, les départs imposés ou non de piliers dans les organigrammes, une mutualisation ratée du service informatique, les burn-out, les tensions et l'audit constituent

un cocktail explosif. D'autant qu'il est annoncé, dans le cadre de la préparation d'un budget sous pression, de ne pas procéder à des recrutements supplémentaires, à ne pas remplacer systématiquement les absences ou les départs et à rechercher une diminution des vacataires ponctuels et des heures supplémentaires afin de conserver le même niveau de dépenses sur le personnel.

Pour tout vous dire, nous sommes inquiets. Il est fait mention de mutualisation des moyens humains. En règle générale, cette notion vise le plus souvent à remplacer la qualification d'un poste par l'aptitude à réaliser une tâche. La réorganisation des services et le travail en mode projet sont des pistes d'adaptation avancées. Là encore, le succès de cette méthode de travail ne peut être garantie que par des personnels formés, qualifiés avec des moyens matériels adaptés et soumis à un rôle et à une mission

précise. De fait, le recours à des contractuels pourrait devenir la norme engendrant potentiellement des postes précaires et des dissensions au détriment de la valorisation de titulaires. L'appel à des consultants extérieurs n'est pas le meilleur des signaux, si on s'en réfère au choix du cabinet McKinsey pour la stratégie vaccinale du Gouvernement.

Nous souhaitons vivement que cette étape débouche sur un cadre de travail serein pour servir au mieux les usagers de notre commune.

Le point d'indice qui est utilisé pour calculer le salaire brut des agents est quasi gelé depuis plus de dix ans par les gouvernements qui se sont succédés. La considération des agents qui s'investissent, attachés aux services publics, passe aussi par une augmentation de leur traitement.

dammariécitoyenne@gmail.com